

L’Affaire Saïdi ?

« Mais c’est tragi comique ! », s’exclame Bernard Clerfayt, Bourgmestre de Schaerbeek. « Il est heureux que Monsieur Emanuel De Bock s’interroge sur la manière dont on a attribué ce qui aurait du être un marché ! Cela paraît ridicule en comparaison avec les états de service de Monsieur Saïdi, mais c’est ainsi. C’est une commande de 275.000 € et il est nécessaire de passer par un marché public ! Et le parlementaire, chef de groupe de la famille DeFi, qu’est Monsieur De Bock a raison de se poser la question. Le contrôle est une des prérogatives d’un parlementaire. Et s’il doit se taire parce que le gouvernement a, paraît-il, pris une décision, alors demandons aux parlementaires de la majorité de ne plus siéger ou alors de s’endormir profondément pendant leur mandat.

Oui, il eut été logique de passer par un appel au marché, c’est un principe sain de bonne gestion et de démocratie. Monsieur Saïdi est un homme de théâtre, l’auteur réputé, notamment, de la pièce, « Jihad », qui est presque considérée comme une œuvre d’utilité publique. J’ai été la voir plusieurs fois, je l’ai recommandée pour mes écoles, les policiers de la zones Nord ont été conviés à assister à une représentation... Est-ce pour cela que j’essaye de récupérer politiquement Monsieur Saïdi ? Madame Milquet a recommandé son spectacle. Le voici donc CDH. Le premier Ministre a vu aussi la pièce et a rencontré l’auteur, le voilà MR. Le Ministre Président propose de lui confier un travail audiovisuel, il est socialiste... C’est une pitrerie dégradante pour Monsieur Saïdi. Je comprends aisément son désir de fuir cet environnement kafkaïen. Je ne pense pas qu’il s’agisse d’une pièce supplémentaire dans le dossier « laïcité ».

Je crois, comme Monsieur de Bock, qu’il eut été simplement logique, comme on le fait traditionnellement, de faire un marché public. Je pense aussi, parce que je préconise dans cette actualité dramatique d’agir de manière cohérente, qu’il eut été intelligent d’englober ce marché public dans une politique globale de lutte contre la radicalisation violente et pas comme un élément isolé.

Je suis abasourdi, mais surtout très attristé, par les menaces dont il est victime. Oui c’est inacceptable et je sais que cet homme de conviction ne se laissera pas faire. Je suis aussi révolté que tous ceux qui poussent aujourd’hui des cris de vierges effarouchées. Mais je suis profondément gêné par cet abîme politico-grotesque dans lequel nous entraînons Monsieur Saïdi.

Je suis désolé cher Monsieur et j’espère vous revoir encore ».

Bernard Clerfayt